

# SOMMET IDÉES7



## La Déclaration Idées7 de Québec sur la gouvernance mondiale et les défis de la complexité et de l'inclusion



## Déclaration Idées7 de Québec sur la gouvernance mondiale et les défis de la complexité et de l'inclusion

### Le Sommet universitaire *Think7*/Idées7 : décroisonner pour innover

Le Sommet Idées7 a rassemblé des chercheurs d'universités et de laboratoires d'idées de tous les pays membres du G7, ainsi que d'Afrique du Sud, de Chine et d'Inde. À l'invitation de l'Institut des hautes études internationales de l'Université Laval, en partenariat avec six autres écoles d'études internationales et laboratoires d'idées canadiens, nous nous sommes rencontrés à Québec et à Baie-Saint-Paul à la veille du Sommet du G7 de Charlevoix, du 21 au 23 mai 2018. Nous sommes affiliés à 23 établissements universitaires et laboratoires d'idées différents, mais les points de vue que nous exprimons dans la présente déclaration ne reflètent pas nécessairement ceux de ces organisations.

Le Sommet de Charlevoix se déroulera dans un climat d'inquiétude à l'égard du devenir de la gouvernance mondiale. En effet, les efforts entrepris pour faire face aux enjeux mondiaux actuels – des changements climatiques aux guerres civiles en passant par les crises de réfugiés et les conflits commerciaux – piétinent et même s'essouffent. Des négociations internationales s'enlisent, des traités sont dénoncés, voire violés, des organisations internationales sont sous-financées et des décisions arbitrales sont bafouées.

Parallèlement, dans toutes nos sociétés, un fort scepticisme s'est installé quant au réel pouvoir d'action de la gouvernance mondiale. De larges pans de nos électorats ont conclu, à tort ou à raison, que les solutions mondiales proposées par leurs représentants politiques les appauvrissent ou les privent de leur souveraineté, voire les deux à la fois.

Que faire pour remédier à cette situation? Nous avons réfléchi à de nouvelles façons de s'attaquer concrètement à deux des défis les plus pressants pour la gouvernance mondiale : la complexité et le besoin d'inclusion. Plutôt que d'adopter une approche abstraite, nous nous sommes intéressés de près aux moyens novateurs d'aborder certains problèmes concrets. Des problèmes qui s'avèrent complexes dans la mesure où ils sont difficilement pris en charge par les outils traditionnels de la gouvernance mondiale. Inspirés par les priorités adoptées par la présidence canadienne pour ce Sommet du G7, nous avons recherché des solutions qui, par leur nature, se trouvent au confluent de cinq domaines traditionnels : le commerce, le travail, l'environnement, la sécurité et les migrations. Nous avons également examiné les problèmes que posent ces enjeux en matière d'inclusion – particulièrement sur le plan de l'égalité entre les sexes – et les moyens d'intégrer l'autonomisation des groupes marginalisés dans toutes les solutions avancées.

Nous soumettons donc aux dirigeants du G7 des recommandations qui recouvrent un large spectre d'enjeux transversaux. Mais avant de les présenter, nous voulons d'abord exposer nos conclusions générales sur les leçons tirées de cet exercice concernant les défis de la complexité et de l'inclusion dans la gouvernance mondiale.

## **Le G7 et les défis de la complexité et de l'inclusion dans la gouvernance mondiale**

Étroitement interconnectés, la complexité et le besoin d'inclusion minent la gouvernance mondiale de l'extérieur et de l'intérieur.

De l'extérieur, le traitement efficace des problèmes à l'échelle mondiale exige de plus en plus des approches intersectorielles. Ces problèmes touchent inégalement les populations, contribuant à la marginalisation de certains groupes.

De l'intérieur, les institutions internationales ont proliféré à l'échelle multilatérale, régionale et bilatérale, souvent investies de mandats qui se chevauchent ou se contredisent. Elles se sont également développées selon différents modèles. Elles font souvent intervenir des parties prenantes infranationales et non gouvernementales. Si cette nouvelle complexité de la gouvernance mondiale en a autonomisé certains, elle en a en revanche marginalisé d'autres.

Le G7 illustre bien ce point. Il doit s'adapter pour s'attaquer à des enjeux toujours plus complexes. Forum macroéconomique à son origine, il a vu sa liste de priorités s'allonger pour inclure des questions aussi diversifiées que la sécurité, le développement, l'énergie et le terrorisme. Le G7 doit aussi faire face à la prolifération des institutions internationales, alors que se multiplient les sommets « *agenda-based* » comme le G20, opérant sur la base de différents critères d'appartenance.

Les dirigeants du G7 sont collectivement les témoins directs des défis que représentent la complexité et l'inclusion pour la gouvernance mondiale. Ils sont aussi les mieux placés pour s'y attaquer. Les chefs d'État et de gouvernement sont, au sein de leur administration, les seuls responsables de tous les enjeux qui touchent leurs pays respectifs et ils doivent s'en saisir de manière multisectorielle. En tant que regroupement des principales démocraties et économies de marché partageant les mêmes valeurs fondamentales, ils exercent une grande influence sur le programme de la gouvernance mondiale et ont le pouvoir d'y promouvoir l'innovation à tous les échelons.

## **La recherche de solutions pragmatiques et fondées sur des données probantes**

Aucune recette miracle ni panacée ne nous fournira les réponses aux défis de la complexité et de l'inclusion. Nous devons plutôt nous tourner vers une gouvernance mondiale porteuse de synergies et d'innovation qui mise sur des données probantes et sur les méthodes scientifiques les plus avancées.

Le temps est venu pour les membres du G7 d'aborder les enjeux mondiaux et d'évaluer les mesures stratégiques mondiales comme ils abordent les questions politiques et réglementaires nationales, donc en s'appuyant sur des analyses bénéfices-coûts et des études d'impact fondées sur les données scientifiques les plus solides. Des évaluations devraient tenir compte des cycles de vie, des solutions de rechange, des occasions manquées et des autres « coûts cachés ». Les membres du G7 doivent unir leurs forces pour exploiter les mégadonnées et se doter de protocoles communs pour échanger des données fiables sur les politiques et les enjeux mondiaux. D'ailleurs, les pays du G7 ont déjà élaboré des modèles intergouvernementaux de partage de données. Les établissements universitaires peuvent les aider à étendre les pratiques de mise en commun des données, y compris celles qui touchent aux instruments et aux pratiques de la gouvernance mondiale, et ce, dans le respect des normes les plus élevées de protection

de la vie privée. Nous disposons maintenant de bases de données sur le commerce et l'environnement, comme sur les organisations régionales et les cours internationales, dont le niveau d'exhaustivité aurait été inimaginable il y a quelques années.

Par son histoire, le petit nombre de pays membres, la convergence de leurs valeurs et leurs niveaux de développement similaires, le G7 est un forum propice à la conclusion d'accords multilatéraux. Aujourd'hui, la confiance est essentielle. Que les membres du G7 parviennent à concevoir des accords multilatéraux, et ils renforceront leurs liens tout en se positionnant de manière avantageuse vis-à-vis du reste de la communauté internationale.

## **Recommandations aux dirigeants du G7**

Nous recommandons aux dirigeants du G7 de prendre les mesures suivantes :

### **A. DÉVELOPPEMENT HUMAIN**

1. Promouvoir une éducation qui favorise l'adaptabilité et une citoyenneté responsable en rapprochant les STIM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques) des sciences sociales et humaines et des arts.
2. Coordonner leurs actions en matière d'éducation et de mobilité aussi bien au sein du G7 qu'à l'extérieur afin de vaincre les vulnérabilités, notamment au sein des pays pauvres, et d'accroître les possibilités pour les jeunes, les filles et les groupes marginalisés, dont les migrants.
3. Reconnaître et partager les responsabilités face au désordre qu'entraînent à l'échelle régionale des flux massifs de réfugiés.

### **B. SÉCURITÉ DES DONNÉES ET SÉCURITÉ NUMÉRIQUE**

4. Élaborer une stratégie en matière de sécurité et d'intégrité des données publiques, notamment pour ce qui concerne la sécurité des systèmes électoraux, la non-prolifération des moyens CBRN et le partage des données entre gouvernements.
5. Adopter des lignes directrices relatives à la cybersécurité pour renforcer le pouvoir judiciaire et créer des synergies avec des entreprises de haute technologie afin de mieux identifier les auteurs d'actes relevant de la cybercriminalité.
6. Collaborer avec le secteur privé et les pays non membres du G7 afin de prendre toute mesure susceptible de garantir l'intégrité des données et capable de rehausser la confiance des citoyens et afin de promouvoir la création d'une véritable communauté numérique globale.
7. Appuyer les efforts des universités pour renforcer la recherche et l'enseignement sur la cybersécurité et la sécurité des données afin de sensibiliser une plus grande partie de la population au bon usage des données et de l'informatique.

### C. COMMERCE PROGRESSISTE

8. Inclure dans tous les accords commerciaux l'obligation d'évaluer périodiquement leurs impacts sur la société, l'environnement, le genre et les droits humains dans tous les pays touchés, afin de forger de nouveaux accords et de modifier les accords existants. Ces évaluations reposeront sur les méthodes scientifiques les plus éprouvées et les données les plus récentes.
9. Évaluer l'effet des changements technologiques rapides sur le commerce, l'environnement et la société, en prenant en considération l'émancipation des groupes marginalisés. Le G7 devrait créer un groupe de travail à cet effet.
10. S'inspirer des avancées accomplies dans les récents accords de libre-échange conclus par les membres du G7, afin de les généraliser, ce qui pourrait donner une nouvelle impulsion au régime commercial multilatéral et le revitaliser.
11. Inclure des chapitres consacrés de façon significative au genre dans tous les accords commerciaux.

### D. CROISSANCE DURABLE

12. S'engager à soutenir la stratégie de l'Organisation maritime internationale sur la réduction des gaz à effets de serre afin de décarboniser davantage le secteur du transport maritime.
13. Renforcer les infrastructures côtières et les environnements côtiers pour limiter la pollution des océans par les déchets, en particulier les plastiques.
14. Favoriser l'implication croissante des banques multilatérales de développement dans le financement de projets d'infrastructure de qualité, en particulier ceux qui promeuvent un environnement durable.
15. Abandonner progressivement d'ici 2025 les subventions aux combustibles fossiles et abolir immédiatement celles qui octroient un avantage compétitif indu à la concurrence étrangère.

### E. FISCALITÉ ÉQUITABLE

16. Envisager l'intérêt que représenterait la création d'un seuil minimum d'imposition des sociétés afin de s'attaquer au problème de la concurrence fiscale déloyale.
17. Identifier et saisir les opportunités engendrées par une coopération fiscale mondiale au service de la croissance soutenable.

## LISTE DES PARTICIPANTS

---

Professeur Abdoulaye **Anne**

Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire  
Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval, Québec, Canada

Professeur Louis **Bélanger**

Directeur, Institut québécois des hautes études internationales (HEI)  
Université Laval, Québec, Canada

Dr. Matthieu **Boussichas**

Responsable de programme, Fondation pour les études et recherche en développement international (FERDI), Clermont-Ferrand, France

Professeure Caterina **Carta**

Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en diplomatie publique  
Université Laval, Québec, Canada

M. Régis **Coursin**

Chercheur postdoctoral, Centre d'études et de recherches internationales (CERIUM)  
Université de Montréal, Canada

Professeur Peter **Dietsch**

Professeur, Département de Philosophie, Université de Montréal  
Directeur de l'axe « éthique et économie » du Centre de Recherche en Éthique (CRE)  
Affilié au Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CERIUM),  
Canada

Professeur Hugo **Dobson**

Directeur, School of East Asian Studies  
Université de Sheffield, Royaume-Uni

Mme Judit **Fabian**

Associée postdoctorale, International Policy & Trade Research Division  
École de politique publique, Université de Calgary

Professeure Marie-Hélène **Gagnon**

Département de finance, assurance et immobilier  
Faculté des sciences de l'administration, Université Laval, Québec, Canada

Professeure Nathalie **Gravel**

Centre d'études interaméricaines  
Département de géographie, Université Laval, Québec, Canada

Professeur John Kirton

Co-fondateur et Directeur, Groupe de recherche du G8 et du G20  
École Munk des affaires, Université de Toronto

Mme Madeline Koch

Rédactrice en chef, Groupe de recherche du G8 et du G20  
École Munk des affaires, Université de Toronto

Professeur Patrick Legros

Centre européen de recherches avancées en économie et statistiques (ECARES)  
Université libre de Bruxelles, Belgique

Professeur Raffaele Marchetti

Département de science politique et École de gouvernement  
Université libre internationale d'études sociales (LUISS) Guido Carli, Rome, Italie

Mme Sithembile Mbetse

Chercheuse associée, Centre for the Study of Governance Innovation (GovInn)  
Université de Pretoria, Afrique du Sud

Professeur Jean-Frédéric Morin

Chaire de recherche du Canada en économie politique internationale  
Département de science politique, Université Laval, Québec, Canada

Mme Claire Peacock

Doctorante  
Université d'Oxford, Royaume-Uni

Professeure Miriam Prys-Hansen

Directrice académique, Programme de doctorat  
Institut allemand des études globales et régionales (GIGA), Hambourg, Allemagne

Professeur Nicholas Redman

Directeur des éditions, éditeur de la série *Adelphi book* et du *Strategic Survey*  
Institut international des études stratégiques (IISS), Londres, Royaume-Uni

Professeur Simone Romano

Senior Fellow  
Institut des affaires internationales, Rome, Italie

Professeure Marie-Laure Salles-Djelic

Doyenne, École de management et de l'innovation  
Sciences Po Paris, France

Professeur Christopher **Sands**

Directeur du Centre des études canadiennes  
Université Johns Hopkins, Washington, États-Unis

Professeur Yves **Schemeil**

Sciences Po Grenoble, France

Professeure Miranda **Schreurs**

Titulaire, Chaire en Politiques climatiques et environnementales  
École bavaroise de politique publique, Université technique de Munich, Allemagne

M. Aaron **Shull**

Directeur de gestion et conseiller général  
Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale (CIGI), Université de Waterloo,  
Canada

Professeur Arthur **Silve**

Département de science économique,  
Faculté des sciences sociales, Université Laval, Québec, Canada

Professeure Élisabeth **Vallet**

Directrice scientifique  
Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, Université du Québec à  
Montréal (UQAM), Canada

Professeur Yorizumi **Watanabe**

Faculté de gestion des politiques, Graduate School of Media and Governance,  
École supérieure des médias et de la gouvernance, Université Keio, Tokyo, Japon

Professeur Jan **Wouters**

Directeur, Centre pour les études de gouvernance mondiale de Leuven  
Président, Institut de droit international, KU Leuven, Belgique

Professeur Jiejun **Zhu**

École des relations internationales et des affaires publiques,  
Université Fudan, Shanghai, Chine

Canada 

Québec 



28 mai 2018